

Entretien préalable au licenciement : 5 jours pleins minimum pour s'y préparer !



© 2025 Les Echos Publishing

Le salarié qui est convoqué à un entretien préalable au licenciement doit bénéficier d'au moins 5 jours ouvrables « pleins » pour préparer sa défense.

Quand une association doit payer l'impôt sur les sociétés



© 2025 Les Echos Publishing

L'association dont la gestion ne présente pas de caractère désintéressé et qui concurrence des entreprises commerciales est soumise aux impôts commerciaux.

Contrat conclu hors établissement avec un consommateur : gare aux mentions obligatoires !



© 2025 Les Echos Publishing

Un contrat conclu hors établissement avec un consommateur doit mentionner toutes les informations requises par la loi. À défaut, il est susceptible d'être annulé.

Retard du gérant de SARL pour faire approuver les comptes : une infraction ?



© 2025 Les Echos Publishing

Le fait que le gérant d'une SARL soumette les comptes annuels à l'approbation des associés plus de six mois après la clôture de l'exercice n'est pas une infraction pénale.

Défaut de notification d'un projet de cession de parts de SARL



© 2025 Les Echos Publishing

Lorsqu'un projet de cession de parts de SARL n'a pas été notifié aux associés par l'associé cédant, ce dernier n'est pas en droit d'invoquer le défaut de notification pour demander l'annulation de la cession.

Loyer d'un bail commercial : une obligation d'assurance peut-elle justifier un déplafonnement ?



© 2025 Les Echos Publishing

Une obligation de contracter une assurance, imposée par la loi au bailleur, peut justifier le déplafonnement du loyer d'un bail commercial au moment de son renouvellement.

Manquements aux obligations d'un bail commercial et suspension d'une clause résolutoire



© 2025 Les Echos Publishing

À la demande du locataire, le juge peut décider de suspendre les effets d'une clause résolutoire d'un bail commercial mise en jeu par le bailleur, et ce quel que soit le manquement reproché par ce dernier aux obligations du locataire.

Rachat de parts sociales : le compte courant d'associé doit-il être remboursé ?



© 2025 Les Echos Publishing

Un associé n'est pas en droit d'obtenir l'annulation du rachat de ses parts sociales par la société en invoquant le fait que cette dernière n'a pas accédé à sa demande de remboursement de son compte courant d'associé.

Local commercial endommagé :

quand y a-t-il cas fortuit ?



© 2025 Les Echos Publishing

Le propriétaire d'un local commercial loué ne peut pas obtenir la résiliation du bail en invoquant la destruction du local par cas fortuit lorsque les dommages affectant l'immeuble proviennent d'un vice caché ou d'un défaut d'entretien qui lui est imputable.

Mise en jeu de la responsabilité du gérant de SARL par les associés



© 2025 Les Echos Publishing

Lorsque le gérant d'une SARL a conclu un contrat constituant une convention réglementée ayant entraîné des conséquences préjudiciables pour la société, les associés peuvent valablement mettre en jeu sa responsabilité pour faute de gestion plutôt qu'agir sur le fondement des dispositions

spécifiques aux conventions réglementées.